



## « L'année où tout peut basculer... »

**Si les pays en excédent commercial, comme l'Allemagne, poursuivent leur stratégie de croissance fondée sur l'exportation, forme moderne du protectionnisme, nul ne sait ce qui peut advenir.**

**P**our le meilleur comme pour le pire, 2011 sera une année cruciale, une année où tout peut basculer. Le monde est confronté à un déficit de demande globale, de consommation comme d'investissement qu'il soit public ou privé. Pour la première fois depuis les années 1930, il existe un chômage de masse simultanément en Europe et aux États-Unis. Or, la politique pratiquée en Europe est restrictive, souvent d'austérité. En ayant pour objectif principal de réduire les déficits publics, elle contribue à diminuer le niveau de l'activité économique relativement à sa tendance. Non coopératif, cet ajustement provoque un étouffement de l'activité dans certains pays, ce qui rend plus difficile le rétablissement des autres. Pour être efficace, il devrait être symétrique : les pays affichant un excédent de leurs comptes courants, tels l'Allemagne, le Japon, la Chine ou les pays producteurs de matières premières, devraient relancer leur économie. Le surplus de leur balance courante en serait certes diminué, mais cela rendrait plus aisé l'ajustement des pays dont les déficits extérieurs sont excessifs.

Le supplément de croissance pour ces pays faciliterait du même coup la réduction de leur déficit budgétaire. Excédents

et déficits diminueraient de concert, mais la croissance serait partout plus forte que dans l'hypothèse où seuls les pays fragiles seraient contraints de s'ajuster (à la baisse). Si la probabilité d'une telle concertation n'est pas a priori élevée, le G20 autorise un petit espoir.

Comment évoluera l'Europe dans ce contexte ? J'ai eu maintes fois l'occasion de le dire, le déficit de croissance de l'Europe est un problème essentiellement politique. Nos pays paient le coût économique de l'absence d'Europe politique. Contre toute logique, les institutions fédérales européennes n'ont pour

seule mission que d'atteindre des objectifs intermédiaires de politique économique — équilibre budgétaire, stabilité des prix, concurrence... — alors qu'il n'existe aucune institution fédérale en charge des objectifs finaux tels que la croissance et le plein emploi.

Pourra-t-on avancer dans ce domaine en 2011 ? Il est possible de tenter au moins de « bricoler », en l'espace d'une année, des éléments de politique budgétaire commune. Bien sûr, une véritable solidarité budgétaire serait nécessaire. À ce jour, les marchés ont imposé par leur spéculation sur la dette de certains pays la mise en œuvre d'une solidarité minimale, assurément insuffisante. Il faut aller plus loin. J'ai l'impression que la prise de conscience de ces problèmes progresse. Pour autant, il ne faut pas s'attendre à un miracle... même si on se doit toujours de l'espérer.

### 2011 vu par...



DR

**JEAN-PAUL FITOUSSI,**

*professeur à Sciences po et à l'université Luiss à Rome*

**Des signaux positifs existent.** Ainsi, on parle d'augmentation des salaires en Allemagne, ce qui pourrait être le début d'une relance de la demande intérieure, permettant de soutenir la croissance des pays voisins. Mais les résistances sont évidemment très fortes. Quelles que soient l'habileté des dirigeants, leur conviction européenne ou même fédéraliste, il n'est ni possible ni souhaitable, d'aller vers un système coopératif aux dépens des intérêts nationaux. Le jeu doit nécessairement être à somme



positive. Même dans ce cas de figure les lobbies restés actifs dans chaque pays — comme en Allemagne — sont passés maîtres dans l'art de faire passer leur intérêt particulier comme étant l'intérêt général. Ils constituent souvent le principal obstacle à un jeu international plus coopératif. Dans ce contexte, la France, elle, ne se trouve pas dans une situation catastrophique. Ce, pour deux raisons principales. D'une part, la récession de 2009 y a été moins prononcée qu'ailleurs; elle a été l'une des plus faibles des pays industriels. D'autre part, l'argent du grand emprunt n'a été que partielle-

ment dépensé, jusqu'à présent. Il pourra donc contribuer à soutenir l'activité. Bien incertaine, la croissance française oscillera entre un peu plus de 1 % si les politiques restrictives dominent en Europe, et pourrait dépasser les 2 % si une meilleure coopération voit le jour.

Plus généralement, nul ne sait ce qui peut advenir dans un monde où chaque pays poursuivrait au contraire une stratégie de croissance par l'exportation, c'est-à-dire au détriment des autres. Ces stratégies sont la forme moderne du protectionnisme, qui a conduit là où l'on sait dans les années 1930... »



L'Allemagne poursuit sa stratégie de croissance fondée sur l'exportation.

BLOOMBERG